

Brochure n° 3311

Conventions collectives nationales
**COMMERCE DE QUINCAILLERIE,
FOURNITURES INDUSTRIELLES,
FERS-MÉTAUX ET ÉQUIPEMENTS DE LA MAISON**

IDCC : 1383. – **Employés et personnel de maîtrise**

IDCC : 731. – **Cadres**

ACCORD DU 26 JANVIER 2012

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : ASET1250484M

IDCC : 731, 1383

Les parties soussignées sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Les valeurs des garanties conventionnelles mensuelles de rémunération, quelle que soit l'ancienneté, prévues par l'avenant du 10 février 2011 sont modifiées selon les modalités ci-dessous, étant précisé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au Smic :

Employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
I	1	1 405
	2	1 407
	3	1 409
II	1	1 412
	2	1 435
	3	1 447
III	1	1 453
	2	1 477
	3	1 491
IV	1	1 494
	2	1 521
	3	1 536

Personnel de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
V	1	1 548
	2	1 623
	3	1 681
VI	1	1 692
	2	1 775
	3	1 857

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE
VII	1	2 368
	2	2 552
	3	2 767
VIII	1	2 913
	2	3 056
	3	3 200
IX		3 946

Article 2

La fixation des minima conventionnels prévus par le présent avenant ne fait pas obstacle à l'obligation annuelle de négociation des salaires effectifs dans les entreprises en application de l'article L. 2242-8 du code du travail.

Article 3

A l'issue du délai d'opposition en vigueur et conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, le présent avenant sera déposé, d'une part, auprès de la direction des relations du travail en deux exemplaires, un exemplaire original signé des parties et un exemplaire sur support électronique et, d'autre part, auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires conviennent d'effectuer, à l'initiative de la partie la plus diligente, les formalités prévues aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail relatives à la demande d'extension du présent avenant.

Article 5

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Lyon, le 26 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FFQ.

Syndicats de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC.